

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

NUMÉRO SPECIAL
Hors série

Rédaction - Administration
145, quai de Valmy, PARIS-X^e

Le numéro : 20 francs
VENDREDI 4 JUIN 1954

L'ÉTAT-MAJOR EXIGE L'ENVOI DU CONTINGENT EN INDOCHINE

La saisie du numéro de l'EXPRESS, du 29 mai, a eu pour cause la publication du rapport des généraux Ely-Salan-Pellissier, fait au gouvernement et au Comité de Défense nationale. Le ministre Jacquet, qui transmet le rapport au journal l'EXPRESS, a démissionné. Aujourd'hui que le rapport a été commenté par toute la presse, nous pensons devoir le donner « in extenso » à nos lecteurs. Il ne fait que confirmer la justesse de nos analyses et de nos positions sur la guerre au Vietnam.

Surtout, il indique clairement que le but recherché est bien l'envoi du contingent en Indochine comme nous l'avions annoncé et dénoncé.

Nous avons donc décidé le tirage d'un numéro spécial du « Lib. » ne comportant que des documents :

Le rapport des généraux.
L'Afrique du Nord, seconde Indochine.
La déclaration de Habib Bourguiba.

Le rapport Ely-Salan

I. — Bilan

1. — La mission a trouvé la « carte de guerre » française beaucoup plus gravement détériorée qu'elle ne s'y attendait. L'affaire de Dien-Bien-Phu n'a pas seulement absorbé les meilleures unités du corps expéditionnaire : elle lui a retiré, avec la perte des bataillons de parachutistes et de légionnaires qui étaient son « poing offensif », toute sa mobilité.

Dispersés, enfermés à des centaines de kilomètres de leurs bases dans des ouvrages isolés, les groupes disponibles sont à la merci de sièges qui feraient de ces « places fortes » de nouveaux Dien-Bien-Phu. Telle est la situation non seulement au Tonkin, mais même en Cochinchine.

Au cours des trois mois écoulés, les pertes du corps expéditionnaire en tués, blessés et prisonniers excèdent 20.000 hommes, dont environ 2.500 cadres, officiers et sous-officiers.

2. — Le moral des cadres et des troupes a été très gravement atteint par la chute de Dien-Bien-Phu. De nombreux officiers — en particulier de jeunes capitaines ou commandants — se sont efforcés de joindre les généraux de la mission pour leur faire part de leur découragement et de leurs craintes.

La formule : « Le commandement cherche une nouvelle cuvette pour y enfermer 10.000 hommes » est la moindre des critiques.

3. — Dans la population vietnamienne, l'effet de la chute de Dien-Bien-Phu a été foudroyant. La victoire du Viet-Minh lui a gagné, en quelques jours, plus de partisans que sept ans de lutte et de propagande. Pour l'indigène, elle est — par-delà toutes les considérations politiques qui, généralement, lui échappent — la grande défaite des Blancs et le succès décisif de la race jaune.

4. — La mission, tout en reconnaissant qu'il existe indiscutablement un problème du commandement du corps expéditionnaire, évite d'examiner la question des responsabilités encourues aussi bien dans l'affaire de Dien-Bien-Phu que pour la détérioration de la situation en général. La mission se contente de noter que le problème se pose, se réservant de l'évoquer ultérieurement. Elle insiste toutefois sur la confiance qu'il convient d'accorder au général Cagny pour conduire les opérations au Tonkin.

II. — Perspectives

1. — Avec la plus grande insistance, la mission souligne que, étudiée sur place, l'action militaire et politique du Viet-Minh apparaît complètement indépendante de l'action diplomatique qu'il mène à Genève.

Victorieux à Dien-Bien-Phu, le général Giap paraît décidé à « cravacher » pour améliorer, jour après jour, le plus possible sa carte de guerre. Rien n'arrêtera — pas même la saison des pluies ou des pertes importantes — l'offensive générale qu'il a déclenchée.

Elle se double d'un effort de propagande sans précédent, qui facilite à la fois un recrutement intensif et l'élargissement constant de la zone contrôlée par le Viet-Minh. Des villages, des régions entières passent en son pouvoir à la simple apparition de petits détachements sans aucune valeur militaire.

2. — Les espoirs mis dans la constitution rapide d'une force armée vietnamienne, capable de jouer un rôle important dans le conflit, se soldent par une totale déception.

On a voulu constituer à la fois cent bataillons vietnamiens et mettre en route aussitôt une nouvelle tranche de cent bataillons sans attendre d'avoir, avec les premières unités, un noyau solide et un réservoir de cadres. Le résultat est une troupe hétéroclite où les unités purement vietnamiennes sont médiocres quand elles ne se « diluent » pas d'elles-mêmes, et qui, manquant de cadres, est d'une efficacité très discutable.

3. — En présence de cette situation, la France doit organiser un dispositif purement défensif, mais extrêmement mobile, autour des régions jugées vitales. Elle ne peut compter pour cela que sur le corps expéditionnaire.

La ville d'Hanoi, l'axe Hanoi-Haiphong, poumon du delta tonkinois, et le port d'Haiphong peuvent encore, en l'état actuel des positions, être défendus. De même, le delta cochinchinois a été jugé tenable. C'est donc sur ces deux têtes de pont que doit être progressivement replié notre dispositif, très vite au Tonkin et plus lentement en Cochinchine.

4. — Cette formule permet de tenir solidement Saigon et de tenter de conserver le contrôle d'Hanoi dont la perte aurait des conséquences militaires et psychologiques plus graves que celles de Dien-Bien-Phu. Elle préserve les zones côtières où les renforts pourront être débarqués. Elle nous laisse, pour la négociation, une situation relativement forte en ce sens qu'elle ne préjuge d'aucune solution. En particulier, elle ne fait pas du partage du pays entre le Viet-Minh et nous, à hauteur du 16^e parallèle, la solution minima — comme ce serait le cas si nous décidions d'évacuer préventivement le Tonkin.

III. — Recommandations

1. — En conséquence, la mission militaire a pris sur place une première série de mesures d'urgence. Tous les groupes mobiles, dispersés, ont reçu des ordres de regroupement. Dans toute la région d'Hanoi, les mouvements de repli ont commencé.

L'opération consiste à rassembler aux abords mêmes de la capitale du Tonkin, le long de l'axe Hanoi-Haiphong et dans le réduit Hanoi-Baie d'Along, la plupart des forces disponibles.

Des renforts sont en voie d'acheminement depuis la métropole et l'Afrique du Nord, pour permettre la défense du delta.

2. — Les dispositions d'ordre militaire urgentes, sans lesquelles les mesures prises sur place, les changements et les réformes politiques seraient inefficaces, sont d'ordre psychologique et matériel.

a) Pour rendre confiance au corps expéditionnaire, permettre la réorganisation rapide de l'armée vietnamienne et assurer l'autorité nécessaire à ceux qui, sur place, décideront et parleront au nom de la France, la mission recommande la nomination rapide d'une personnalité de tout premier plan. Celle-ci ne peut être qu'un chef militaire — même s'il reçoit, en même temps que le commandement suprême, les pouvoirs civils dévolus jusqu'à présent au haut commissaire. Il faut essayer de renou-

(LIRE LA SUITE EN DEUXIEME PAGE)

Déclaration de Habib Bourguiba

La Fédération Communiste Libértaire renouvelle ses sentiments de solidarité aux peuples coloniaux en lutte pour leur indépendance. Elle réaffirme sa position vis-à-vis de ces mouvements libérateurs.

Notre préoccupation constante nous oblige à mettre en garde les peuples coloniaux contre une cessation de la lutte après le départ des colonialistes. Bien que celle-ci ne revêtira pas les mêmes aspects, ni les mêmes formes, les peuples coloniaux devront poursuivre la Révolution dont le premier acte

a été l'éviction des colons, pour ensuite instaurer une société sans classe où l'exploitation aura disparu, seul gage pour qu'à aucun moment, ils ne puissent être frustrés du fruit de leur victoire sur le colonialisme.

Nous ne sommes que plus à l'aise pour insérer une partie de la déclaration de Habib Bourguiba, leader du Néo-Destour, que celui-ci fit au journal « l'Express » en ce qui concerne les agissements malhonnêtes du gouvernement français.

La F.C.L.

— Si le peuple tunisien poursuit contre les réformes de Voizard la résistance héroïque qu'il a engagée contre celles de M. de Hauteclocque, ce n'est pas parce qu'il serait devenu brusquement extrémiste, partisan de la politique du tout ou rien, de l'indépendance totale et immédiate.

« Non ! Si le peuple tunisien est toujours dans la bataille, s'il fait face aujourd'hui au destin, si le sang coule encore en Tunisie, si des noyaux de résistance armée apparaissent çà et là dans le Sud nécessitant, dit un communiqué officiel, « un accroissement des forces supplétives et spécialisées », c'est parce qu'au lieu de l'autonomie interne qu'on lui a promise, on cherche à lui imposer la cosouveraineté de la colonie française, c'est-à-dire par une voie détournée, la suppression de l'Etat tunisien.

« Or le peuple tunisien, qui voit très bien où on veut le mener, n'admettra jamais pareille tricherie. Il n'admet pas qu'on le frustre du seul bien qui lui reste, le seul que ne lui ait pas ravi le protectorat : son statut d'Etat.

« Il défendra par tous les moyens ce statut vieux de douze siècles qui fait de lui une personne de droit international pouvant prétendre à la souveraineté et à l'indépendance.

« Rien ne pourra le décourager ou le détourner de cette lutte sacrée, ni la défaillance d'un bey intimidé par la menace de la déposition et de l'exil, ni la défection d'un aventurier sans scrupules qui n'a même pas l'excuse de l'ignorance ou de la contrainte.

« Le peuple tunisien ne se résignera pas à n'être dans sa propre patrie qu'une poussière d'individus, une communauté religieuse ou linguistique comme les Juifs avant l'Etat d'Israël.

« La lutte, il le sait, sera longue et dure.

« Il la mènera jusqu'au bout, sans haine ni faiblesse, animé par le seul instinct de conservation.

« Elle cessera et la paix reviendra dans le pays le jour où le gouvernement français, mieux informé, reviendra au respect des traités et de la loi morale, à un minimum d'honnêteté et de justice dans la politique tunisienne, pas avant. »

Le rapport Ely-Salan (Suite de la page 1)

veler, en quelque sorte, « l'opération de Lattre » de 1950. Il n'y a qu'un maréchal de France disponible actuellement ; et c'est à lui que l'on pourrait faire appel.

b) Mais ce nouveau chef, quel qu'il soit, ne pourra pas sauver ce qui peut l'être encore et permettre une négociation qui ne soit pas conduite « le dos au mur » si on ne lui en donne pas les moyens.

Compte tenu de toutes les possibilités de renforts par prélèvements sur les unités d'Allemagne, de la métropole et d'outre-mer, l'appel au contingent paraît inévitable.

On peut concevoir que ces formations du contingent soient cantonnées à Saigon, afin de relever les troupes de la garnison rendues ainsi disponibles pour le combat. Certaines modifications administratives, dans le Sud Viet-Nam, par exemple, pourraient faciliter cette « mutation ».

Mais l'envoi d'éléments importants du contingent, et avant un mois, est le prix à payer pour assurer dans des conditions tout juste acceptables la défense des deux deltas.

Différer cet envoi au-delà des quatre semaines qui viennent serait pour le gouvernement, risquer de nouvelles défaites graves du corps expéditionnaire.

Tel est le compte rendu qui a été fait au gouvernement et au Comité de défense nationale par la mission des généraux Ely, Salan et Pélissier à leur retour d'Indochine, mardi 25 et mercredi 26 mai.

Nous avons maintenu le prix de ce numéro spécial au prix habituel, malgré son format réduit, étant donné l'importance de son contenu. Les recettes en excédent seront versées à notre Caisse de Solidarité.

CONGÉS PAYÉS 1954

ou rappel sous les drapeaux ?

LE 1^{er} juin de chaque année, marque un fait — relativement récent mais déjà de tradition — une conquête ouvrière : les congés payés ; c'est encore la concrétisation des 1^{er} mai de luttes ouvrières d'antan, revendicatifs : moins de travail plus de loisirs.

Les vacances pour le travailleur, c'est le signal de la fuite, pour un temps de l'usine, du chantier, du bureau, ou de la terre ; c'est clore une année de travail où l'on a « supporté » le gang du patronat qui nous exploite, nous vole, et nous félicite ironiquement de temps à autre : salaires de misère, que certains disent suffisants à 25.166 francs...

Congés payés 1954 ? Vie toujours plus chère, pas de logements, perspectives d'un rappel sous les drapeaux, avec le manque à gagner, le patron veut ignorer cet autre exploiteur qu'est l'Etat. — Voilà notre lot.

Août 1953 ! Quatre millions et demi de travailleurs démontrent que la classe ouvrière n'est pas vaincue : sa force et sa conscience sont bien là. La trahison et la mollesse des directions

syndicales responsables de l'issue de la grève générale d'août, n'ont pas raison des travailleurs.

Congés payés 1954 ? C'est un mois de vacances pour tous que nous exigeons et obtiendrons par la lutte.

C'est la possibilité de partir en vacances, en « congés payés », que nous voulons voir observer : la satisfaction de nos revendications de salaires : augmentation uniforme de 10.000 fr. par mois.

Prime de vacances à tous.

C'est l'exigence de partir en vacances et non pas d'être rappelé sous les drapeaux.

C'est dans l'immédiat percevoir son salaire durant la période de réserve.

C'est l'opposition à toute augmentation de service militaire, et d'envoi aux colonies pour maintenir « l'ordre ».

C'est notre soif de justice et notre solidarité qui nous fait crier : « Retrait du corps expéditionnaire d'Indochine. Indépendance des peuples coloniaux. »

Congés payés 1954 ? Nous les voulons, demain, dans un monde libre, libéré de l'exploitation capitaliste.

L'AFRIQUE du NORD seconde Indochine

LES immenses victoires remportées par le prolétariat indochinois ont littéralement galvanisé les énergies des peuples nord-africains. Des ripostes aux féroces colonies et à l'exploitation insupportable se sont produites dans toute l'Afrique du Nord.

En Tunisie, éclate de partout la volonté intraitable de rejeter l'envahisseur colonial et de punir de façon exemplaire les collaborateurs indigènes de l'impérialisme français.

C'est ainsi que plusieurs colons super-exploiteurs ont été liquidés dans le sud tunisien de même qu'un adjudant tunisien en retraite « connu pour ses sentiments pro-français ». Ce ne sont là que quelques exemples particulièrement frappants car il nous est impossible de citer tous les actes héroïques du peuple tunisien.

Au Maroc, le départ du fusilleur Guillaume a été orchestré par une magnifique explosion qui n'a pas fait moins de 40 blessés dans le service d'ordre. Nous ne pouvons que regretter le départ prématuré du général sans lequel il aurait pu assister à cette « cérémonie » dont il était le premier invité.

Mais la bourgeoisie française, après avoir perdu l'Indochine, n'entend pas perdre l'Afrique du Nord. Et qu'utilise-t-elle pour réprimer le prolétariat nord-africain ? Les jeunes du contingent !

C'est ainsi que deux jeunes recrues de 20 ans sont tombées dans le sud tunisien et 21 autres ont été blessées au départ de Guillaume de Marrakech.

La bourgeoisie française contraint de jeunes travailleurs à donner leur sang pour elle, alors que la cause de la classe ouvrière est tout autre. Elle réside dans

le soutien de la lutte d'émancipation entreprise par les prolétariats coloniaux contre l'impérialisme français.

C'est pour ces raisons :

— Que les travailleurs n'accepteront pas que leurs fils soient envoyés en Indochine avec le contingent, mais encore :
— Ils exigeront le retrait du contingent de l'Afrique du Nord.

— Ils imposeront à l'impérialisme l'abandon des colonies et la liberté des peuples coloniaux.

Et ainsi :

La paix mondiale sera consolidée !

La défaite définitive du capitalisme préparée !

P. PHILIPPE.

Le prochain numéro du "LIBERTAIRE" paraîtra le 10 Juin

SOMMAIRE

- LA POLITIQUE DESASTREUSE DU P.C.F.
- DE L'IMPOSSIBLE PROGRES-SISME A LA LUCIDITE REVOLUTIONNAIRE.
- L'AUGMENTATION DES ENSEIGNANTS : UNE PROVOCATION GOUVERNEMENTALE.
- EN ITALIE, LA POLITIQUE DE COLLABORATION DE CLASSE DES « GAUCHES » CONTINUE.

Le gérant : Jacques TANFORTI.

Impr. Centrale du Croissant
19, rue du Croissant, Paris-2^e